

ROUMANIE

Déclaration de la ROUMANIE

Assemblée annuelle 2021 de la BERD

La propagation de la COVID-19 continue d'être une préoccupation primordiale dans le monde entier, provoquant un choc majeur au sein des économies nationales et à l'échelle mondiale. L'année 2020 a été éprouvante aux niveaux économique et sanitaire, et la pandémie de COVID-19 a montré la nécessité de la coopération et de la résilience mutuelle, les problèmes mondiaux appelant des solutions mondiales. Nous sommes convaincus que la BERD a déployé des efforts considérables pendant cette période et nous aimerions faire part de notre reconnaissance à l'équipe de la BERD qui a su faire face à ces difficultés.

La crise de la pandémie a montré les vulnérabilités de la plupart des pays, dont les besoins d'appui à l'investissement pour redresser leurs économies sont sans précédent.

Je pense qu'en cette période difficile, il est important que la BERD, la BEI et la Commission européenne continuent de travailler en étroite collaboration, d'œuvrer de concert au niveau du portefeuille, en respectant mutuellement le mandat et les principes opérationnels fondamentaux de chacune.

La Roumanie s'en tient à sa ferme position déjà bien connue à la BERD en ce qui concerne la réaffirmation et le renforcement des engagements de la BERD dans les pays d'opérations actuels conformément à son mandat existant.

Nous reconnaissons et sommes convaincus que l'accroissement des investissements dans les pays d'opérations est nécessaire, bienvenu et encouragé, parallèlement à des programmes d'assistance technique adaptés aux besoins de chaque pays. La BERD devrait se focaliser sur les nouveaux domaines de production, sources d'impact environnemental et sociale positif.

Concernant, l'élargissement par la Banque de ses activités principales vers d'autres pays, cela pourrait être envisagé sous la forme d'une expansion progressive et limitée vers de nouveaux pays de la région de l'Afrique sub-saharienne et également vers l'Irak, des pays ayant des besoins d'investissements et d'assistance technique considérables. Néanmoins, un tel élargissement doit présenter un avantage pour nous tous et ne pas se faire aux dépens des activités de la BERD dans les pays d'opérations actuels.

Nous accueillons favorablement l'engagement de la BERD en faveur du renforcement du financement vert, contribuant ainsi à la transition vers des économies sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques en tenant compte de la spécificité et du niveau de développement de chaque pays membre. Nous reconnaissons que la décarbonation du secteur de l'énergie est un problème urgent et l'expérience de la BERD doit continuer à être partagée sous forme de conseils sur les politiques à mettre en œuvre et de renforcement des capacités institutionnelles. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir une reprise verte et durable, en saisissant les opportunités qu'elle représente tout en garantissant une transition juste vers notre objectif commun. Nous devons nous y employer en mobilisant des ressources financières supplémentaires pour ces objectifs plus ambitieux, en atténuant les coûts sociaux et en maintenant la compétitivité de nos économies.

Au niveau national, la BERD a fait partie de l'équipe en charge de la préparation du récent Rapport sur la promotion de la finance verte. Nous sommes impatients de poursuivre la coopération que nous avons déjà mise en place en travaillant ensemble à l'application de ses recommandations.

Nous soutenons les thèmes recensés dans le dispositif visant à Reconstruire en mieux, notamment la contribution de la BERD au renforcement des marchés des actions dans les pays d'opérations, le soutien accru aux petites et moyennes entreprises (PME) et la résilience des chaînes d'approvisionnement.

En conclusion, nous sommes convaincus que la BERD est un pilier important dans le processus de reprise rapide des économies des États Membres.